

TOURS, 31/03/09 :

REPRESSION POLICIERE ENVERS

DES ENSEIGNANTS-CERCHEURS ET DES ETUDIANTS

Suite à neuf semaines de grève nationale du monde universitaire qui n'ont eu d'écho que le mépris du gouvernement, la coordination nationale universitaire a appelé à la démission massive des enseignants-chercheurs de leurs fonctions administratives.

Mardi 31 mars, 85 enseignants-chercheurs de l'Université François Rabelais de Tours répondent à cet appel en mettant en scène leur démission. Puis, avec des étudiants, ils décident ensemble d'un sit-in pacifique sur le carrefour Anatole France en vue d'informer la population de leur initiative. Quelques minutes après leur arrivée, une voiture de police tente de se frayer un passage au milieu des manifestant-e-s qui le leur refusent dans un premier temps. Puis le cortège s'écarte pour laisser passer la voiture et c'est alors que l'un des manifestants tape sur le capot. Les policiers sortent, attrapent celui-ci et le mettent à terre si violemment que son visage est en sang. Profs et étudiant-e-s tentent de s'interposer, un professeur reçoit un coup de matraque dans les côtes. Pour disperser la foule, les policiers utilisent des lacrymogènes : une enseignante est gazée à 5 cm du visage. Ils embarquent le manifestant qui avait frappé sur la voiture, le groupe obstrue le passage de cette dernière. Le conducteur accélère, blessant plusieurs personnes et manquant d'écraser une étudiante... a-t-on évité le pire ?

Résultat des courses : l'enseignante gazée est prise en charge par les pompiers ; le professeur frappé et blessé est emmené à l'hôpital avant que la police ne vienne l'y récupérer pour le placer en garde à vue. Deux étudiantes sont également blessées au genou et à la poitrine, et le manifestant interpellé est au commissariat.

Il y a un mois déjà, le président de l'université de Paris IV Sorbonne mettait en garde le gouvernement contre les attitudes policières répressives, seules réponses à la contestation estudiantine, et rappelait la responsabilité des dirigeants en cas de débordements. Il est inadmissible que les forces de l'ordre puissent, en toute impunité, s'accorder le droit d'intervenir de cette manière. **C'est pourquoi nous allons déposer plainte pour mise en danger de la vie d'autrui, coups et blessures.**

Nous condamnons l'attitude hypocrite et manipulatrice de Loïc Vaillant, président de l'Université de Tours, qui d'un côté manifeste son soutien au professeur arrêté mardi 31 mars, mais qui de l'autre n'a pas hésité à envoyer à plusieurs reprises des policiers en tenue anti-émeute dans le but d'expulser des étudiants occupant pacifiquement la faculté des Tanneurs. Nous tenons à rappeler que cette occupation a vocation à faire vivre l'université selon les valeurs qu'elle est sensée incarner, à savoir celles d'humanité, de recherche de la connaissance, d'échange, de partage...

Le mouvement universitaire est un mouvement national et légitime qui refuse la marchandisation de l'éducation, et plus globalement de la société. C'est pourquoi nous dénonçons toute tentative de le museler, que ce soit à travers la répression médiatique, administrative ou policière. **Ces agissements relèvent d'un régime autoritariste dont les dérives rappellent certaines pratiques totalitaires.** Ce constat très inquiétant appelle à la vigilance de chacun et concerne tous les domaines des réformes engagées par le gouvernement actuel, autrement dit toutes les sphères de la république.

On aura beau faire taire les messenger-e-s, le message, lui, restera et s'amplifiera. **Nous appelons donc chacun-e à s'informer, à rejoindre le mouvement et à construire ensemble des alternatives.**